
EDITORIALE

**La Fondation Jean Monnet pour l'Europe
Un haut-lieu de mémoire et d'inspiration**

di PATRICK PIFFARETTI
Direttore della Fondazione

*Quand on a accumulé une
certaine expérience de l'action,
c'est encore agir que
de s'efforcer de la transmettre aux autres...*

J. Monnet, *Mémoires*, Paris 1976, p. 609.

En créant en 1978, à Lausanne, la Fondation qui porte son nom, Jean Monnet lui a donné la mission de faire de ses archives et de celles qui viendraient les rejoindre, une «mémoire vivante de la réconciliation et de l'union des Européens».

Si la vocation première de la Fondation est de mettre à disposition des chercheurs et du monde académique une ressource d'archives écrites et audiovisuelles en constant développement, ses missions de lieu de rencontre et d'échange d'idées, de formation et d'information sont également dans ses priorités.

Par l'organisation régulière de dialogues réunissant des acteurs politiques et académiques, de colloques scientifiques et de rencontres, la Fondation permet à un large public de participer, sur le site universitaire, à des débats d'actualité touchant les grands enjeux de l'Europe en construction, comme la recherche et la sauvegarde de la paix, la défense, la monnaie, l'évolution institutionnelle ou la politique régionale.

1. Ses origines et son histoire

L'histoire de la Fondation qui célèbre cette année ses trente ans, remonte en fait à la fin des années 1950. En janvier 1957, la première chaire au monde d'intégration européenne est créée au sein de l'Université de Lausanne. Son titulaire, le professeur Henri Rieben, fonde la même année à Lausanne un Centre de recherches européennes. De nombreux chercheurs, la plupart doctorants, y ont collaboré et préparé leur thèse sur des questions suisses et européennes. Une collection de publications destinée à diffuser les recherches menées dans ce cadre est également créée: les *Cahiers rouges*, dont 209 cahiers ont été publiés et diffusés à ce jour dans les milieux les plus divers (Les derniers titres parus sont: *A l'écoute de Jean Monnet*, Lausanne, Fondation Jean Monnet et Centre de recherches européennes, 2004, et *La genèse des traités de Rome. Entretiens inédits avec 18 acteurs et témoins de la négociation*, Paris, Economica et Lausanne, Fondation Jean Monnet pour l'Europe, 2007).

En 1954, Henri Rieben publie sa thèse consacrée à l'évolution de la sidérurgie intitulée *Des ententes de maîtres de forges au Plan Schuman*. Cette thèse est à l'origine de sa rencontre, en 1955, avec Jean Monnet, fonda-

teur de la première communauté européenne, la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). Cette rencontre marque le début d'une collaboration de vingt-cinq années, qui prendra la forme d'études, de livres et de notes d'information. Une collaboration qui, doublée des activités européennes conduites à Lausanne, aboutira en 1978 à la création par Jean Monnet lui-même de la Fondation qui porte son nom et à laquelle il confiera l'ensemble de ses archives. Henri Rieben en est le président jusqu'en 2006. Depuis lors, c'est le professeur Bronisław Geremek, député européen et ancien ministre des Affaires étrangères de Pologne qui préside la Fondation. [Il prof. Bronisław Geremek è morto a Poznan il 13 luglio 2008, NdR]

Au cours de ses 30 ans d'existence, la Fondation est devenue un lieu d'accueil pour d'autres archives européennes et suisses, une institution de recherche pour les professeurs et les étudiants en histoire, en droit, en sciences politiques, économiques et sociales, pour des hommes d'Etat et des responsables publics et privés confrontés aux problèmes nationaux, européens et internationaux. Institution indépendante de pure utilité publique selon la volonté expresse de son fondateur, elle se trouve sur le site de l'Université de Lausanne.

La Fondation met à la disposition des intéressés des archives, une médiathèque, une bibliothèque européenne et un Centre de documentation européenne.

2. *Les archives*

Le patrimoine d'archives conservé à la Fondation est unique, les archives de Jean Monnet et les papiers européens de Robert Schuman constituant les archives originelles de l'Union Européenne. Il est divers aussi parce que, ces archives ayant agi comme un pôle d'attraction pour d'autres papiers, la Fondation dispose d'une ressource en constant développement, qui n'a cessé de s'enrichir de nouveaux fonds de protagonistes de la construction européenne, mais aussi de collaborateurs directs de ces protagonistes, de hauts-fonctionnaires, de journalistes, de militants et d'académiques (A titre d'exemples: les archives de Robert Marjolin, secrétaire

général de l'OECE et vice-président de la Commission de la CEE, de Paolo Emilio Taviani, ministre en charge de la délégation italienne à la Conférence du Plan Schuman, de Michel Gaudet, directeur général du Service juridique des Communautés européennes; et de bien d'autres encore).

La spécificité des archives de Jean Monnet découle du fait qu'il est à l'origine de nombreuses institutions et développements des communautés européennes. Ses réflexions et ses travaux illustrent donc en particulier la période de conception et d'élaboration de ces institutions. Un réseau de plusieurs milliers de correspondants et ses rapports privilégiés avec la presse mondiale découlant de sa volonté de transparence, s'ajoutent à l'unicité de ce patrimoine.

Les axes forts qui caractérisent les archives conservées à la Fondation sont les problématiques de la guerre, de la réconciliation, de la paix, de la création et du développement des Communautés européennes, et celle des relations entre la Suisse et l'Union Européenne.

Des centaines de chercheurs, européens, américains et asiatiques, venant de plus de cent cinquante universités ou instituts, ont d'ores et déjà travaillé sur les archives de la Fondation et leur nombre ne cesse d'augmenter. Ils forment aujourd'hui un réseau scientifique international et interdisciplinaire très important, dont l'attente envers les ressources documentaires de la Fondation croît constamment avec l'arrivée et l'ouverture de nouveaux fonds.

3. *La médiathèque*

Les archives écrites sont enrichies par l'adjonction d'une composante audiovisuelle importante, regroupée dans une médiathèque. L'image étant devenue incontournable, que ce soit dans l'enseignement, dans les nouvelles technologies, dans de nombreuses formes de publications et dans l'information, la médiathèque s'adapte constamment à ces nouvelles exigences. Depuis sa création, les ressources de la médiathèque ont été décuplées par des apports réguliers qui ont pris la forme de dons, de prêts en vue de reproduction ou d'acquisitions.

L'une des tâches essentielles de la média-

thèque est la sauvegarde d'un patrimoine audiovisuel européen. Beaucoup des documents qu'elle détient constituent des pièces uniques et rares, qui auraient disparu si elles n'avaient pas été confiées à la médiathèque, qui est devenue un lieu de référence tant pour les milieux scientifiques que pour le grand public.

Très largement sollicitée par des demandes en nombre croissant en provenance du monde entier, la médiathèque participe à des expositions permanentes ou itinérantes sur la construction européenne et sur la vie et l'œuvre de Jean Monnet. Journalistes, conférenciers, maisons d'édition, chaînes de télévision, réalisateurs de films ou de sites Internet, musées, institutions, écoles et universités ont recours à ses collections de photos, de dessins et de caricatures, de même que d'anciens films ou interviews filmées.

Un important programme d'interviews filmées, visant à constituer une mémoire vivante de l'évolution des relations entre la Suisse et l'Europe, est réalisé par la Fondation depuis 1998. Il compte à ce jour 115 interviews d'une durée moyenne de trois heures chacune.

4. *La Bibliothèque et le Centre de documentation*

La bibliothèque européenne de la Fondation est un instrument complémentaire des archives. Composée de lots de provenance diverse (bibliothèques de Jean Monnet, du Centre de recherches européennes, du professeur Rieben, legs accompagnant des dons d'archives et achats réguliers), elle totalise environ 10.000 volumes et comprend des ouvrages rares, constituant, dans certains domaines, une ressource très pointue.

La Fondation est au bénéfice du statut de Centre de Documentation européenne, octroyé par la Commission européenne. A ce titre, elle reçoit l'essentiel des publications des institutions européennes. Elle gère le Centre en collaboration avec l'Institut suisse de droit comparé, situé également sur le campus de l'Université de Lausanne.

5. *Un lieu de formation et d'information*

Afin de s'affirmer dans le paysage scientifique européen, la Fondation a entrepris de renforcer son rôle de promoteur et d'acteur

dans la recherche et la confrontation d'idées sur les questions européennes. Cette tâche s'exerce par la mise sur pied de colloques scientifiques, de rencontres et de publications. A partir de sa richesse documentaire et de réflexions sur les leçons du passé et les expériences faites dans la construction européenne, la Fondation s'efforce d'apporter une contribution originale aux grands enjeux de l'Europe contemporaine et des relations entre la Suisse et l'Union Européenne. A titre d'exemples, des thèmes comme la pertinence du projet de paix et de sécurité européen, l'avenir de l'euro ou les crises de l'Europe ont été récemment traités.

Très régulièrement, la Fondation reçoit des visiteurs qui souhaitent connaître ses ressources et ses activités, s'informer sur les questions européennes, voire confronter leurs idées sur la construction européenne. Favorisant les échanges d'idées, elle est aussi ouverte à tous ceux, responsables politiques ou des milieux publics et privés, qui s'intéressent au débat européen et à la place de l'Europe dans le monde.

La synergie entre la présence des archives, source de réflexion, et l'ouverture à un public de scientifiques, de politiques et de citoyens fait de ce lieu de rencontre un «haut lieu de mémoire et d'inspiration», selon l'expression de Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne, lors du troisième Carrefour européen de la Science et de la Culture organisé par la Commission européenne à la Ferme de Dorigny.

La Fondation anime un enseignement à l'Université de Lausanne, au sein de la Faculté des Sciences sociales et politiques, qui s'appuie notamment sur le patrimoine documentaire qu'elle détient et s'enrichit de la venue d'un certain nombre de conférenciers extérieurs. Il vise à sensibiliser les étudiants aux enjeux européens et à susciter des travaux de recherche.

La Fondation poursuit en outre sa tradition d'honorer des femmes et des hommes d'Etat ayant œuvré à l'intérêt commun des Européens. Après le président Valéry Giscard d'Estaing, le chancelier Helmut Schmidt ou le président Jacques Delors, pour ne citer que quelques-uns des plus récents, c'est l'ancien

chancelier allemand Helmut Kohl qui a été récompensé en janvier 2007. En novembre 2008, sera honoré le premier ministre en exercice du Grand-Duché de Luxembourg, Monsieur Jean-Claude Juncker, deux fois président du Conseil européen et actuel président permanent de l'Eurogroupe, qui réunit les ministres des finances des pays membres de la zone euro.

La Fondation s'emploie à développer ses collaborations et ses réseaux, notamment avec des institutions à vocation analogue concernant d'autres pionniers européens et des institutions universitaires en Europe et dans le monde.

6. *Un lieu de réflexion sur l'Europe et la paix*

La création de la première communauté européenne, basée sur le principe de l'égalité des partenaires devant une loi commune tenant compte de l'intérêt de tous, a représenté, quelques années après la Seconde Guerre mondiale, un retournement d'histoire qui a permis à notre continent de rompre avec son passé d'affrontements et lui a déjà valu plus

de soixante années de paix et de prospérité.

Les archives conservées à la Fondation sont une composante essentielle des racines historiques de l'Union Européenne ainsi que le témoignage vivant d'une action vouée au rétablissement et à la sauvegarde de la paix. De par sa volonté d'en nourrir des débats sur l'actualité et l'avenir de l'Union, la Fondation est devenue au fil de ses trente ans d'existence un haut-lieu où prend vie la vision que Jean Monnet a exprimée simplement par ces mots: «Faire l'Europe, c'est faire la paix» (Discours de Jean Monnet à l'occasion de la réception du Prix international Charlemagne pour la paix, à Aix-la-Chapelle, le 17 mai 1953. Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Archives de Jean Monnet, AML 72/7).

Pour tous contacts avec la Fondation Jean Monnet, voir le site www.jean-monnet.ch

(Juin 2008)

NEWS DALL'AUSE

PREMIO MAROSTICA 2008 A LUIGI VITTORIO MAJOCCHI

L'Amministrazione Comunale di Marostica, in collaborazione con il Comitato nazionale per le celebrazioni del centesimo anniversario della nascita di Altiero Spinelli, ha istituito il "Premio Marostica per la Cittadinanza Europea". L'edizione 2008 è stata dedicata ad Altiero Spinelli, intendendo valorizzare i contributi più significativi dati da personalità e semplici cittadini nella costruzione della cittadinanza europea, grazie alla loro dedizione e al loro spirito di responsabilità a vantaggio della società italiana ed europea. La finalità del premio risiede nel promuovere, in particolare fra le nuove generazioni, lo spirito di appartenenza e partecipazione alla costruzione europea, soprattutto nei suoi aspetti di valore, di creazione di più alti livelli

di convivenza comune, di diffusione della pace e del rispetto della legalità, in una fase non facile per il cammino dell'integrazione comunitaria, a cui si richiede di trovare energia, spirito di iniziativa, solidarietà e volontà di superare le proprie carenze e inadeguatezze.

Gli assegnatari del Premio Marostica 2008 sono stati: per la sezione università e cultura, il prof. Luigi Vittorio Majocchi, per la sua attività di promozione delle ricerche universitarie sulla storia dell'integrazione europea, oltre che per la sua militanza federalista; per la sezione società, il dott. Lirio Abbate, giornalista dell'Ansa per il suo impegno contro la mafia; per le istituzioni, l'on.le Emma Bonino, il cui impegno europeista è a tutti noto.

L'AUSE si congratula vivamente con i vincitori!

AUSE SUMMER SCHOOL



in collaborazione con:



Centro di Documentazione Europea
Università degli Studi di Pavia



Rappresentanza in Italia della
Commissione europea

XII Summer School

Venezia, 25-27 settembre 2008

Sala Goldoni, Centro culturale Don Orione Artigianelli
Dorsoduro Rio Terà Foscarini 909/A

25 settembre 2008

Ricerche sull'integrazione europea

Giornata dedicata ai giovani ricercatori

Ore 15,00 – Presiede prof. MARCO MASCIA, vicepresidente AUSE

MICHELA CASTAGNA (dottoranda di ricerca, Università di Pavia), *Le modalità d'entrata: la scelta fra alleanze strategiche e joint venture. Un'analisi empirica delle imprese italiane*

SALVATORE PISCIOTTA (dottorando di ricerca, IMT - Institutions, Markets, Technologies, Istituto Alti Studi, Lucca), *Referendum: strumento di legittimazione/delegittimazione di un singolo testo o di un intero processo?*

STEFANO QUIRICO (dottorando di ricerca, Università di Pavia), *Il mandato di cattura europeo e la lotta al terrorismo*

GIULIA DEVANI (dottoranda di ricerca, Università di Pavia), *La storia dell'integrazione europea attraverso le biografie: Umberto Serafini*

Ore 16,30 – Presiede prof. DANIELE PASQUINUCCI, segretario generale AUSE

SIMONETTA STABILE (Università degli Studi Roma Tre), *La circolazione dei beni culturali nell'Unione Europea*

GIULIO PERONI (ricercatore in Diritto internazionale e titolare di Modulo Jean Monnet in Diritto dell'Unione Europea, Università di Milano – Bicocca), *La Politica comunitaria del turismo quale nuovo strumento di integrazione europea*

GIULIA VASSALLO (Università di Roma La Sapienza), *L'edizione critica del Manifesto di Ventotene*

Ore 18,00 – *Conclusioni*

PIER VIRGILIO DASTOLI (Direttore della rappresentanza in Italia della Commissione europea)

26 settembre 2008

Ore 9,15 – Apertura dei lavori – prof.ssa DANIELA PREDÀ,
presidente AUSE

European Grouping of Territorial Cooperation

Ore 9,30 – Presiede prof. DARIO VELO, già presidente AUSE

prof. ANTONIO PAPISCA, Università di Padova, *Introduzione*

Ore 10,00 – *Interventi*

prof. SALVATORE ALOISIO, Università di Modena
prof.ssa GAETANA TRUPIANO, Università di Roma I
prof. FABIO ZUCCA, Università di Pavia

Ore 11,30 – Presiede prof. ORESTE CALLIANO, vicepresidente
AUSE

prof. CLAUDIO CRESSATI, Università di Gorizia
prof. LÉONCE BEKEMANS, Università di Padova
prof. PIER LUIGI PETRILLO, Università di Siena
prof. GUIDO LEVI, Università di Genova

Politica Estera di Sicurezza Comune

Ore 14,30 – Presiede prof. ANTONIO PAPISCA, già presidente
AUSE

prof. DARIO VELO, Università di Pavia, *Introduzione*

Ore 15,00 – *Interventi*

prof.ssa GIULIANA LASCHI, Università di Forlì

prof. FRANCESCO GUI, Università di Roma La Sapienza
prof. FRANCO PRAUSSELLO, Università di Genova

Ore 16.30 – Presiede prof.ssa ARIANE LANDUYT, Università di
Siena, Direttore CRIE

prof. FILADELFIO BASILE, Università di Catania
prof.ssa MARIA ROMANA ALLEGRI, Università di Roma La Sa-
pienza
prof.ssa CINZIA ROGNONI VERCELLI, Università di Milano
prof.ssa MARA CAIRA, IULM

Assemblea annuale dei soci
Ore 18,00

27 settembre 2008

Incontro dei docenti Jean Monnet con i rappresentanti della
Commissione europea

Ore 9,30 – Presiede DANIELA PREDÀ, presidente AUSE

ETTORE DEODATO, DG Educazione e cultura, Commissione
europea, Responsabile ECSA-Jean Monnet

LUCIANO DI FONZO, Agenzia esecutiva per l'istruzione, gli au-
diovisivi e la cultura

Ore 10,30 – Tavola rotonda con i professori Jean Monnet e
soci AUSE

APPUNTO DEL PROF. ANTONIO PAPISCA SULL'EGTC**Nuovi orizzonti per il principio di sussidiarietà nel sistema UE e oltre:
l'avvento del "Gruppo Europeo di Cooperazione Territoriale", GECT**

Con il Regolamento (EC) No. 1028/2006 del Parlamento Europeo e del Consiglio, del 5 luglio 2006, portante sulla istituzione dello "European Grouping of Territorial Cooperation", Gruppo Europeo di Cooperazione Territoriale, GECT, prende vita nel sistema UE una nuova figura di entità territoriale transnazionale, dotata di personalità giuridica. Quanto finora realizzato a titolo di cooperazione transfrontaliera e di operatività dei fondi strutturali non è andato al di là della formula "programmi". Il GECT è destinato a innovare, oltre che in termini di più efficace "cooperazione" al di là dei confini nazionali, anche per quanto attiene all'assetto del territorio, relativamente cioè ad una "categoria", quella della territorialità appunto, che è stata da sempre elemento costitutivo e geloso appannaggio della sovranità dello Stato. L'innovazione consiste non soltanto nel fatto che "governi locali" di differenti paesi membri dell'UE possono istituire una originale entità territoriale (accordo di base, statuti, organi) con obiettivi di coesione sociale e territoriale, ma anche nella possibilità che del "Gruppo Europeo" facciano parte soggetti costitutivamente molto diversi fra loro: comuni, lander, stati, istituzioni pubbliche (es. camere di commercio, università). Ulteriori elementi di novità sono costituiti dal superamento del criterio della "contiguità" *transfrontaliera*, e dall'apertura del GECT anche a entità territoriali e funzionali di paesi terzi, a condizione che l'ordinamento di questi si conformi a quanto richiesto dal citato Regolamento per l'attribuzione della personalità giuridica.

L'istituzione di un nuovo, originale soggetto giuridico territoriale nell'ordinamento comunitario è frutto di un lungo percorso, fertilmente arato in un altro sistema europeo, quello del Consiglio d'Europa, ad opera specialmente del Congresso delle Autorità Locali e Regionali, il quale da anni si sta spendendo per la concreta attuazione del principio dell'"autonomia locale" (come *self-government*, non mera *decentralisation*) quale proclamato nella "Carta europea dell'autonomia territoriale" del 15 ottobre 1985, successivamente corredata di Protocolli. Nel sistema UE, com'è naturale, l'interlocutore privilegiato in materia è il Comitato delle Regioni, il quale ha tra l'altro promosso incontri di studio sullo specifico tema del GECT avvalendosi anche della consulenza di un apposito gruppo di esperti.

Il GECT ha attirato l'attenzione anche della "United Cities and Local Governments", UCLG, associazione beneficiante di status consultivo alle Nazioni Unite ed al cui interno opera una Commissione sulla "City Diplomacy". Tra gli obiettivi della UCLG figura quello di fare riconoscere, mediante atto formale dell'Assemblea Generale delle Nazioni Unite, l'autonomia locale quale "principio universale", così come già avvenuto, a livello regionale europeo, ad opera del Consiglio d'Europa con la citata Carta dell'autonomia locale. Per iniziativa della UCLG e con il sostegno del Congresso delle Autorità Locali e Regionali del Consiglio d'Europa (e con l'attenzione del Comitato delle Regioni dell'UE), è in via di rapido e capillare sviluppo un vero e proprio movimento di "City Diplomaci" con articolazioni in tutti i continenti.

Quanto sopra porta argomenti alla tesi secondo cui i Governi Locali sono legittimati ad agire nel sistema delle relazioni internazionali, non in contrapposizione ma in ottica di complementarità rispetto al ruolo degli Stati, dunque quale aiuto alle funzioni di *governance* esercitate sia dagli stati sia delle istituzioni multilaterali.

Nei giorni dall'11 al 13 giugno 2008 si è svolto a L'Aja, nello storico Palazzo della Pace, il "Primo Congresso Mondiale della City Diplomacy", con la partecipazione di oltre 500 Sindaci e rappresentanti di Governi Locali di 70 paesi (L'Aja, Barcellona, Kabul, Betlemme, Mexico, ecc.). Nel corso dei lavori, è stato distribuito il volume "*City Diplomacy. The Role of Local Governments in Conflict Prevention, Peace-building, Post-conflict Resolution*", curato dalla Associazione olandese degli enti locali VNG con finanziamento del Ministero degli Esteri dei Paesi Bassi e pubblicato in tre distinte edizioni (inglese, francese, spagnolo). Il volume è così articolato: "*Introduction*" (Alexandra Sizoo, Arne Musch), "*International law and human rights as a legal basis for the international involvement of local governments*" (Antonio Papisca), "*How local governments contribute to peace-building*" (Martin Klems, Georg Frerks), "*City diplomacy campaigns in the Netherlands*" (Dion van den Berg), "*The peace-building role of local governments*" (Kenneth Busch), "*Local democracy, the tie that binds us. City diplomacy for peace-building in Colombia*" (Andrés Paz Ramos, Marianne Moor), "*Local governments building peace in eastern Croatia*" (Martijn Klem), "*A case study in city diplomacy. The Municipal Alliance for Peace in the Middle East*" (Chris van Hemert), *Bibliography*, pp. 213 dell'edizione inglese.

Al termine del Congresso, definito "storico" dai partecipanti, è stato adottato all'unanimità un documento portante il titolo di "*The Hague Agenda on City Diplomacy*" dove tra l'altro si definisce "city diplomacy as the tool of local governments and their associations in promoting social cohesion, conflict prevention, conflict resolution and post-conflict reconstruction with the aim to create a stable environment, in which the citizens can live together in peace, democracy, and prosperity".

Nei giorni dal 30 giugno al 3 luglio 2008, si è svolto a Nantes il Terzo Forum Mondiale dei Diritti Umani, per iniziativa congiunta della Regione della Loira e dell'UNESCO, con la partecipazione di oltre 3000 rappresentanti di associazioni di società civile e di Governi Locali. Una sezione è stata dedicata al tema del ruolo internazionale dei Governi Locali legittimato dalla loro "prossimità" ai diritti fondamentali, internazionalmente riconosciuti, di tutti coloro che vivono nei loro rispettivi territori. Anche in questa occasione, è stato evocato il principio della "responsibility to protect" fatto proprio dalle Nazioni Unite a seguito del Rapporto "The Responsibility to Protect" dell'anno 2000 elaborato da una apposita Commissione internazionale (promossa dal Governo del Canada e sponsorizzata dalle Nazioni Unite).

La materia è interessante non soltanto per rendere più efficace la *governance* che persegue obiettivi di coesione sociale e territoriale nel disegno (ormai obbligato) della "multi-level governance", ma anche per lo sviluppo della pratica della democrazia lungo un *continuum* dalla Città all'UE e alle Nazioni Unite.

DIBATTITO

Appunto sulla Laurea magistrale in Studi Europei del vicepresidente Marco Mascia

1. Il Corso di laurea magistrale in studi europei mira a favorire l'apprendimento delle discipline sociali alla luce dell'esperienza del processo di integrazione europea e di funzionamento del relativo sistema istituzionale. La molteplicità e la complessità degli aspetti che presenta questa originale esperienza di *governance* richiede una marcata specializzazione dell'insegnamento europeo.

E' del tutto evidente che esistono contenuti e approcci diversi dell'insegnamento europeo se si guarda sia alle tradizioni nazionali sia alle singole facoltà che propongono un corso di laurea di studi europei. Si riscontrano differenze anche nei programmi di insegnamento elaborati nei paesi che da tempo fanno parte dell'UE rispetto a quelli elaborati nei paesi di più recente adesione.

Riconoscendo queste differenze, peraltro superabili nel medio periodo attraverso un processo, già avviato, di apprendimento reciproco, l'attenzione dovrebbe essere posta sui diversi livelli su cui si articola la *governance* europea - sub-nazionali, nazionali, sopranazionale europeo e transnazionali - e sui quei processi volti a favorire una "condivisione" del potere attraverso la formazione di "reti della politica" (*policy networks*) intese appunto ad assicurare la collaborazione fra i diversi livelli istituzionali. In altre parole, l'articolazione del corso di laurea dovrebbe tenere in considerazione un triplice assunto: le competenze decisionali sono condivise da una pluralità di attori che agiscono a vari livelli, le capacità di controllo, di *gate-keeping* e di rappresentanza da parte dei governi nazionali si riducono nel quadro di un nuovo "processo decisionale collettivo", viene meno la tradizionale distinzione tra politica interna e politica internazionale soprattutto in virtù dello sviluppo quantitativo e qualitativo degli attori transnazionali.

In questo contesto una attenzione particolare dovrebbe essere posta, da un lato, sui modi in cui i processi di europeizzazione influiscono sulla *governance* regionale e locale, su come le entità subnazionali si adattano alle sfide della europeizzazione e su come le regioni mobilitano a livello locale una pluralità di attori sociali, politici ed economici e, dall'altro, su come le istituzioni e le politiche regionali influenzano la *governance* europea e su come quest'ultima e la *governance* regionale si integrano reciprocamente nel sistema europeo di presa delle decisioni.

2. L'approccio non può che essere allo stesso tempo multidisciplinare e interdisciplinare, nel senso che il corso di laurea dovrebbe affiancare lo studio in "parallelo" di varie discipline (approccio multidisciplinare) con momenti di sintesi nei quali le diverse discipline interagiscono all'interno di una appropriata struttura metodologica finalizzata in particolare alla formazione alla ricerca, al lavoro di gruppo, allo sviluppo di capacità di comunicazione e di capacità critiche (approccio interdisciplinare).

I settori scientifico disciplinari caratterizzanti il corso di laurea dovrebbero includere il diritto, l'economia, la storia, la scienza politica, le relazioni internazionali, la sociologia, la "business administration". L'insegnamento delle lingue straniere potrebbe anche non essere previsto nel curriculum, dando per scontata la loro conoscenza da parte degli studenti. Resterebbe comunque aperta la possibilità di sostenere esami di lingua tra gli insegnamenti a libera scelta dello studente.

Obiettivo formativo del Corso è quello di formare personale ricco di conoscenze di natura multidisciplinare (diritto, politologia, storia, economia) e pertanto idoneo a svolgere ruoli professionali in seno agli uffici delle istituzioni europee, delle organizzazioni internazionali, governative e non governative, degli enti locali e regionali così come nelle istituzioni nazionali e nel settore privato, nel nuovo scenario apertosi con lo sviluppo del sistema di governo dell'Unione Europea e con le sfide derivanti dai processi di mondializzazione. In particolare, formare laureati con competenze multidisciplinari e con capacità di analisi, di negoziazione e di gestione di progetti attinenti alla multiforme e pervasiva realtà dell'integrazione europea nei suoi aspetti politici, giuridici ed economici.

L'acquisizione di tali conoscenze e capacità di comprensione è il frutto di una formazione sia *theory-oriented* sia *policy- e action-oriented*.

3. La valenza professionalizzante di un Corso di laurea magistrale in studi europei è comprovata dalla gamma degli sbocchi occupazionali collegati a:

- il crescente rilievo istituzionale della tematica in politica interna e internazionale;
- lo sviluppo di funzioni specializzate nelle istituzioni di governo locale, regionale e nazionale;
- la mobilità professionale nel sistema dell'Unione;
- le accresciute esigenze di rappresentazione degli interessi e aggregazione della domanda politica in sede europea;
- la nascita e lo sviluppo di reti europee di società civile solidarista;
- la necessità di rispondere professionalmente alle sollecitazioni del principio di sussidiarietà nel duplice ambito territoriale e funzionale;
- più in generale, la europeizzazione e la internazionalizzazione di strutture e funzioni ai vari livelli della vita sociale, politica, economica e culturale.

4. Il Corso di laurea magistrale si propone di sviluppare nello studente le seguenti abilità:

- lavorare in un ambiente interdisciplinare
- comunicare, usando una terminologia appropriata, in più lingue
- dimostrare la conoscenza del processo di integrazione europea e dei valori che ne hanno guidato lo sviluppo, delle istituzioni europee e del processo decisionale
- dimostrare la conoscenza di altri processi di integrazione regionale e delle loro istituzioni
- saper agire nel quadro di un sistema di *governance* multi livello: locale, nazionale, sopranazionale, transnazionale
- dimostrare la conoscenza dei diversi attori in gioco e di quella che dovrebbe essere una corretta divisione del lavoro politico tra i medesimi
- saper interpretare gli eventi europei
- saper usare diverse metodologie disciplinari in modo integrato
- sapere articolare, organizzare e svolgere un progetto di ricerca
- lavorare in maniera indipendente
- interpretare in maniera critica le politiche europee
-

5. Le conoscenze che dovrebbero essere considerate come fondamentali (*core curriculum*) nella laurea magistrale riguardano in particolare:

la storia dell'integrazione europea, il processo di integrazione europea, le istituzioni europee e il processo decisionale, le politiche europee, la giurisprudenza della Corte di giustizia, le relazioni esterne, la rappresentanza degli interessi, la politica monetaria e della politica economica europea, le lingue straniere,

6. Allo scopo di sviluppare nel corso di laurea magistrale un approccio marcatamente interdisciplinare e di favorire "*forme organizzative della didattica più compatte*", gli insegnamenti del primo anno dovrebbero essere "insegnamenti coordinati" con un'unica verifica conclusiva, come tra l'altro previsto dalle Linee guida ministeriali.

I singoli insegnamenti potrebbe essere articolati in 4 "moduli", uno per SSD (SPS/06, IUS/14, SECS-P/02, SPS/04) e ciascuno del valore di 4 CFU. Si potrebbero così prevedere quattro "insegnamenti coordinati" ciascuno del valore di 16 CFU per un ammontare complessivo di 64 CFU. I quattro insegnamenti coordinati potrebbero riguardare le seguenti aree tematiche caratterizzanti il corso di studi europei: a) politica estera e di sicurezza comune e relazioni esterne; b) politica monetaria, politica economica e *welfare* europeo; c) mercato interno; d) altri processi di integrazione regionale.

I 54 CFU del secondo anno potrebbero essere così suddivisi: Stage 6 CFU; Tesi 18 CFU; Libera scelta 12 CFU; altri corsi 18 CFU.

I 18 CFU potrebbero corrispondere a tre esami da 6 CFU. L'offerta formativa potrebbe essere in alternativa, così da garantire un più alto livello di specializzazione: tre insegnamenti di IUS/14 oppure tre insegnamenti di SECS-P/02 oppure tre insegnamenti di SPS/04.

I 12 CFU a libera scelta potrebbero essere proficuamente utilizzati dallo studente, nel seno di privilegiare insegnamenti attinenti alla tematica europea, al fine di rendere ancora più professionalizzante la sua formazione. In questo contesto potrebbero utilmente figurare anche gli esami di lingua straniera.

7. Gli studenti che provengono da una laurea triennale L-36 in Scienze politiche e delle relazioni internazio-

nali dovrebbero avere acquisito almeno 30 CFU nei seguenti settori scientifico disciplinari (SSD): SPS/06 – Storia dell'integrazione europea; IUS/14 – Diritto dell'Unione Europea; SECS-P/02 Economia dell'integrazione europea; SPS/04 – Relazioni internazionali/Sistema politico dell'Unione Europea.

8. Allo scopo di fornire occasioni e strumenti di orientamento al lavoro dei laureati, come suggerito dalle Linee guida ministeriali, possono essere proficuamente utilizzati, nella fase di progettazione dei corsi di studio e nella messa in opera dei medesimi, “tavoli tecnici” nazionali, regionali o di ateneo, per il fertile confronto diretto tra responsabili universitari e esponenti del mondo del lavoro, delle professioni, delle pubbliche amministrazioni e delle imprese.

9. L'attivazione di un Corso di laurea magistrale in studi europei può far leva sul ricco patrimonio di esperienze educative e formative sviluppato in questi anni soprattutto grazie al Programma comunitario Jean Monnet. Nel nostro paese, oltre a Poli Universitari e Moduli europei Jean Monnet, sono attive numerose Cattedre europee Jean Monnet negli ambiti disciplinari che fanno l'identità della Classe LM90: politico-sociale (Sistema politico dell'Unione Europea), economico (Economia dell'integrazione europea), giuridico (Diritto dell'Unione Europea), storico (Storia dell'integrazione europea), ecc. Si segnalano inoltre gli apporti che possono derivare dall'esistenza nell'Ateneo di un Centro di Documentazione Europea e dall'esperienza accumulata attraverso Master e Corsi di perfezionamento negli studi europei e attività didattiche e scientifiche complementari – quali seminari interdisciplinari, lezioni magistrali, ricerche integrate in più vasti progetti di ricerca in corso nella Facoltà o in altre strutture dell'Ateneo – mirate anch'esse a consentire allo studente un percorso formativo maggiormente articolato e al tempo stesso orientato a una più consapevole comprensione delle complesse fasi e modalità dell'integrazione europea.

10. Nelle linee guida per la definizione dei nuovi ordinamenti didattici si afferma che uno strumento importante per qualificare l'offerta formativa può essere costituito “da intese tra gruppi di Atenei, relative a specifiche aree o classi di laurea”. In alcuni ambiti di area scientifica sono in atto tentativi per concordare un *core curriculum* atto a fornire un comune nucleo portante ai Corsi di uguale denominazione. Il corso di laurea magistrale sugli studi europei potrebbe contribuire in maniera significativa, nel quadro del Processo di Bologna, alla creazione dello Spazio Europeo dell'Istruzione Superiore. Sulla base di queste indicazioni, sarebbe auspicabile che la rete AUSE si attivasse per far approvare dai rispettivi Atenei un curriculum base comune per la LM in Studi europei.

Padova, 25 maggio 2008

CORSO DI LAUREA MAGISTRALE

CLASSE LM-90 Studi Europei

MODELLO DI MANIFESTO DEGLI STUDI

(meramente indicativo ma utile per la discussione)

INSEGNAMENTI 1° anno (DM 270)	SSC	CFU
Insegnamento Coordinato 1 Politica estera e di sicurezza comune e relazioni esterne		(16)
Modulo storico (es.: Storia della CPE)	SPS/06	4
Modulo politologico (es.: Politica estera e di sicurezza europea)	SPS/04	4
Modulo economico (es.: Politica commerciale europea)	SECS-	4
Modulo diritto dell'UE (es.: Relazioni esterne)	P/02 IUS/14	4
Insegnamento Coordinato 2 Politica monetaria, politica economica e welfare europeo		(16)
Modulo storico (es.: Storia dell'Unione economica e monetaria)	SPS/06	4
Modulo politologico (es.: Politiche pubbliche europee)	SPS/04	4
Modulo economico (es.: Politica economica e monetaria europea)	SECS-	4

Modulo diritto dell'UE (es.: Diritto del lavoro europeo)	P/02 IUS/14	4
Insegnamento Coordinato 3 Mercato interno		(16)
Modulo storico (es.: Storia delle politiche comuni)	SPS/06	4
Modulo politologico (Diritti fondamentali e cittadinanza europea)	SPS/04	4
Modulo economico (es.: Politica regionale dell'UE)	SECS-	4
Modulo diritto dell'UE (es.: Diritto del Mercato interno)	P/02 IUS/14	4
Insegnamento Coordinato 4 Altri processi di integrazione regionale		(16)
Modulo storico (es.: Storia dei processi di integrazione in Africa e America Latina)	SPS/06 SPS/04	4 4
Modulo politologico	SECS-	4
Modulo economico	P/02	4
Modulo diritto dell'UE	IUS/14	
Sub-totale		64

INSEGNAMENTI 2° anno (DM 270)	SSD	CFU
Lo studente dovrà scegliere una delle tre aree tematiche e sostenere tre esami: Area tematica Sistema politico dell'Unione Europea Esame 1 (es.: Sistema politico dell'Unione Europea) Esame 2 (es.: Politiche europee di pari opportunità) Esame 3 (es.: Programmi e strumenti comunitari) Area tematica Economia dell'integrazione europea Esame 1 (es.: Storia economica europea) Esame 2 Esame 3 (es.: Sistema statistico europeo) Area tematica Diritto dell'Unione Europea Esame 1 (es.: Diritto costituzionale europeo) Esame 2 (es.: Diritto amministrativo europeo) Esame 3 (es.: Diritto societario europeo/Diritto tributario europeo)		18
A libera scelta dello studente		12
Stage		8
Prova finale		18
Sub-totale		56

**ATTIVITÀ AUSE • AZIONE JEAN MONNET
CONFERENZE • CONVEGNI • SEMINARI**

*Europe Direct Punto Europa Forlì
Università di Bologna - Polo Scientifico didattico di
Forlì*

**GIORNATA DI STUDIO
"SHOAH E COSCIENZA EUROPEA"**
Forlì, 6 febbraio 2008

*Europe Direct Marche Carrefour europeo
Università degli Studi di Urbino "Carlo Bo"*

**GUIDA ALLE OPPORTUNITÀ DI FINANZIAMENTO
DELL'UE**
Ancona, 26 marzo 2008

Associazione dei Giornalisti Europei
CONVEGNO

"EUROPA E CITTADINI: QUALE INFORMAZIONE?"
Roma, 28 marzo 2008

Foundation Jean Monnet pour l'Europe

COLLOQUE

“LES CRISES ET RELANCES DE LA CONSTRUCTION EUROPEENNE: ANALYSES ET MISES EN PERSPECTIVE”

Dorigny, 18-19 aprile 2008

Università Cattolica del Sacro Cuore

Rappresentanza a Milano della Commissione europea

CONVEGNO

“L'UNIONE EUROPEA DI FRONTE ALLE SFIDE DEL XXI SECOLO: QUALI PROGRESSI CON IL TRATTATO DI LISBONA?”

Milano, 9 maggio 2008

Europe Direct Punto Europa Forlì

Università di Bologna - Polo Scientifico didattico di Forlì

CONFERENZA

“LA GRAN BRETAGNA COME ATTORE CRUCIALE NELLA COSTRUZIONE DELLA COMUNITÀ EUROPEA”

Forlì, 20 maggio 2008

AUSE

INTERNATIONAL CONFERENCE

“THE ROAD EUROPE TRAVELLED ALONG. THE EVOLUTION OF THE EEC/EU INSTITUTIONS AND POLICIES”

Certosa di Pontignano (Siena), 23-24 maggio 2008

Europe Direct Punto Europa Forlì

Università di Bologna - Polo Scientifico didattico di Forlì

Institute d'Etudes Européennes (Université Libre de Bruxelles)

CONVEGNO

“EUROPA, POTENZA CIVILE? CONTRADDIZIONI, OSTACOLI E SCENARI ALTERNATIVI”

Forlì, 30-31 maggio 2008

Foundation Jean Monnet pour l'Europe

DIALOGUE EUROPEEN

“LA DIMENSION REGIONALE DE LA CONSTRUCTION EUROPEENNE”

Dorigny, 27 giugno 2008

* * * * *

**UN CONVEGNO AUSE A SIENA
SU ISTITUZIONI E POLITICHE COMUNITARIE
di Daniele Pasquinucci**

Il 23 e 24 maggio 2008 si è tenuto il Convegno internazionale di Studi organizzato dall'AUSE “The Road Europe Travelled Along. The Evolution of the EEC/EU Institutions and Policies”. L'iniziativa, finanziata dalla DG Education and Culture nell'ambito del “Lifelong Learning Programme”, si è svolta all'Università di Siena con il sostegno organizzativo del Centro di Ricerca sull'Integrazione Europea.

Il Convegno, al quale hanno partecipato circa quaranta studiosi provenienti da paesi europei ed extraeuropei (Stati Uniti ed Israele), ha rappresentato un'occasione importante per riflettere, attraverso un'ottica multidisciplinare, sulla dinamica politico-istituzionale della Comunità/Unione europea.

La prima sessione è stata dedicata all'esame della evoluzione storica delle modalità con cui vengono esercitati i poteri e le competenze comunitari. Si è in tal modo affrontato un capitolo fondamentale per la comprensione della natura dell'UE, della sua specificità, dei processi attraverso cui essa opera e manifesta la propria volontà nei settori che le sono riservati in via esclusiva o in “concorrenza” con gli Stati membri. Molto di quel *tertium genus* con cui abitualmente gli studiosi delle forme dell'organizzazione politica rappresentano la CEE/UE trova sostanza nella peculiarità del *decision making process* sovranazionale. Allo stesso tempo un'analisi diacronica delle forme e delle modalità assunte da quell'insieme di regole, procedure e prassi riassunto nella locuzione “governance”, ha consentito di utilizzare un angolo prospettico interdisciplinare assai valido per lo studio dell'integrazione europea. Dal punto giuridico e istituzionale, il Convegno ha dato modo di sviluppare una riflessione sulla molteplicità dei livelli di governo e sull'applicazione concreta di principi organizzativi del “potere europeo” e del suo sistema economico.

Contrariamente a quanto afferma una consolidata *koinè* in voga tra alcuni studiosi dell'integrazione europea, il circuito istituzionale della Comunità/Unione europea non può essere considerato completamente subalterno alle decisioni prese dai governi dei diversi paesi membri. In realtà, come hanno messo in luce le relazioni presentate nella seconda sessione, le istituzioni comunitarie hanno progressivamente sviluppato un'autonomia che in parte deriva dalle successive riforme dei Trattati, e in parte è stata generata dalla loro capacità di procurarsi margini di intervento indipendenti dalla volontà degli esecutivi nazionali. L'esercizio di questa autonomia è stato reso possibile da una pluralità di fattori, tra i quali – certamente – va considerato in primo luogo il consenso dei governi nazionali a parziali estensioni della sfera di intervento comunitario, allorché si è ritenuto che le azioni comuni fossero più vantaggiose (soprattutto dal punto di vista economico) che pregiudizievoli. Ma non si possono dimenticare le dinamiche istituzionali, politiche, economiche suscitate dall'autonoma funzione innovativa svolta dalla Commissione europea in alcune fasi storiche; la spinta del Parlamento europeo verso l'approfondimento dei vin-

coli comunitari e la definizione dell'identità politica della CEE/UE; l'attivismo della Corte di Giustizia nel rafforzamento dello stato giuridico del diritto comunitario ma altresì nell'ampliamento delle competenze politiche del livello sovranazionale.

L'evoluzione della Comunità/Unione europea può essere misurata dalla graduale estensione delle sue aree di intervento e, pertanto, dall'incremento numerico e dall'approfondimento delle sue politiche. La terza sessione del Convegno è stata focalizzata sulle politiche promosse in concomitanza con l'avvio del processo di integrazione europea e poi sulle politiche di "seconda generazione", istituite dopo il Vertice dell'Aja del 1969. Anche in questo caso, i vari interventi hanno messo in luce l'importanza dell'uso degli strumenti concettuali e metodologici propri delle scienze giuridiche (ad es.: l'analisi delle basi costituzionali delle politiche, gli aspetti giuridici dell'europeizzazione, ecc.), economiche (ad es.: la conduzione della politica monetaria, la dimensione economica della coesione sociale, la politica di concorrenze e tutela del mercato, ecc.) e politologiche (ad es.: il fenomeno dell'"europeizzazione", il rapporto tra il *policy-making* nazionale e quello sovranazionale, ecc.).

Nell'ultima parte, i relatori hanno sviluppato il tema "Europe and the World. Europe in the World", mettendo in luce la dimensione esterna dell'azione comunitaria e l'immagine e la percezione che gli extraeuropei (stati, attori internazionali, opinioni pubbliche) hanno della Unione europea.

Nelle intenzioni dell'AUSE, quello svoltosi all'Università di Siena rappresenta il primo di una serie di convegni di studi internazionali, a cadenza biennale, volti all'approfondimento di carattere interdisciplinare sui vari aspetti dell'integrazione europea.

* * * * *

Fondazione Dragan

AUSE

Sotto l'Alto Patronato della Presidenza della Repubblica

La costruzione dell'Europa, oggi Giornata di Studi europei in onore di Gian Piero Orsello

In collaborazione con

Rappresentanza in Italia della Commissione europea

Università "La Sapienza" di Roma – Facoltà di Scienze della Comunicazione

Comitato italiano del Movimento europeo, Centro Italiano di Formazione europea

Centro Altiero Spinelli, Università Roma III

Martedì, 18 novembre 2008, ore 16.00

Roma, Fondazione Dragan

PROGRAMMA PROVVISORIO

Saluti

Pier Virgilio Dastoli, Rappresentanza in Italia della Commissione europea

Mario Morcellini, Facoltà di Scienze della Comunicazione

Valerio Zanone, Consiglio italiano del Movimento europeo

Raimondo Cagiano De Azevedo, Centro Italiano di Formazione europea

Luigi Moccia, Centro Altiero Spinelli, Università Roma III

I parte: Gian Piero Orsello: una vita per l'Europa

Testimonianze di Sergio Zavoli, Beatrice Rangoni Ma-

chiavelli, Sergio Pistone, Filadelfio Basile

Modera: Dott. Guido Ravasi, Segretario Generale Fondazione Europea Dragan

II parte: Quale futuro per l'Europa?

Gen. Patrice van Ackere, *Quale futuro per la difesa europea? Quel Avenir pour la défense européenne?*

Prof.ssa Maria Grazia Melchionni, *Quali sviluppi per la politica mediterranea dell'Unione europea?*

Dott. Tommaso Padoa Schioppa, *Quali prospettive per l'economia europea?*

Modera: Prof. Dario Velo, Presidente Onorario Centro Studi sulle Comunità Europee, Università di Pavia

RECENSIONI

Giuseppe Vedovato, *Destinazione Europa. Nuove memorie e testimonianze*, Roma-Firenze, Biblioteca della "Rivista di Studi Politici Internazionali", 2008, pp. XII-694.

Giuseppe Vedovato, che ama definirsi campano di nascita, fiorentino di elezione, italiano di cittadinanza, europeo per vocazione, è nato a Greci, in provincia di Avellino, il 13 marzo 1912; perduto il padre nella grande guerra e dal 1924 orfano anche di madre, si laureò a Firenze nel 1935, presso l'Istituto superiore di Scienze sociali e politiche "Cesare Alfieri" e subito intraprese la carriera accademica in diverse sedi, raggiungendo nel 1988 il riconoscimento di professore emerito di Storia dei Trattati e Politica internazionale all'Università "La Sapienza" di Roma. Attento conoscitore dell'Africa e del mondo islamico, studioso del colonialismo e della decolonizzazione, è sostenitore di una visione volta a non allentare ma riproporre su nuove basi i legami della terra d'Africa con l'antica madre patria ed è autore di numerose pubblicazioni, anche in lingua inglese, francese e tedesca, di interesse storico-diplomatico e politico-economico.

Cristiano coerente e spirito libero e già docente per generazioni di giovani, il professore Vedovato, insieme ad una lunga e operosa esistenza, conosce oggi una lucida vecchiaia che gli consente di spaziare con la riflessione scientifica e con relazioni e scritti sull'Europa e sul mondo e continuare ad operare per la collaborazione tra gli Stati, auspicando una integrazione culturale europea, come elemento di coesione e di rafforzamento tra Paesi che hanno già comuni intendimenti economici e istituzioni politiche.

Dotato di una poliedricità e di una dimensione internazionale, inusuale per chi si formò in un'epoca in cui il nazionalismo risultava esasperato dalla propaganda di regime, è esempio di capacità di svolgere insieme e ad elevato livello più uffici, ispirandosi a quei valori etici, propri del patrimonio della nostra cultura occidentale. Sorretto dalla visione positiva e da un credo non meno forte sulle possibilità di costruire su basi etiche le relazioni internazionali, ha fondato il *Seminario Permanente di Studi sull'Etica nelle Relazioni Internazionali*, che da alcuni anni agisce all'interno della Facoltà di Scienze Sociali della Pontificia Università Gregoriana in Roma, approfondendo temi come la libertà, la pace, il bene comune.

Iscritto alla Democrazia cristiana nel 1951 fu eletto consigliere provinciale a Firenze, deputato dal 1953 al 1972 e senatore dal 1972 al 1976; ha guidato missioni diplomatiche, politiche, culturali ed economiche in molti paesi dell'Africa, dell'Asia e dell'America Latina ed è esperto dell'Ufficio studi del Ministero degli Affari esteri, membro del Consiglio del Contenzioso diplomatico e della Commissione per la pubblicazione dei documenti diplomatici italiani. Impossibile ricordare gli altri incari-

chi istituzionali, se non la elezione alla presidenza dell'Assemblea parlamentare del Consiglio d'Europa dal 1972 al 1975 (attualmente è Presidente onorario), di cui fu membro dal 1953 al 1977.

Dopo aver diretto dal 1947 con continuità la «Rivista di studi politici internazionali» (che si pubblica a Firenze dal 1934 ed è apprezzata in ambienti politici e diplomatici per la puntualità dell'informazione e dei commenti) è attualmente direttore emerito.

Sono sufficienti queste note per comprendere che ci troviamo di fronte ad una vita ricca di pensiero e di opere, in un itinerario lungo quanto articolato: un protagonista nelle aule universitarie, nell'agone parlamentare interno e internazionale e nei pubblici dibattiti. Se non temessi la retorica parlerei di un cristiano dai molti talenti, moltiplicati nella ricerca scientifica e nell'insegnamento, nella vocazione politica e nell'uropeismo.

L'impostazione della vita e del mondo fondata su valori di un nuovo umanesimo europeo erede dell'universalità cristiana, insieme con l'impegno intellettuale esteso dal 1933 ad oggi, tutto questo risultata documentato dagli scritti, raccolti in diversi volumi, che meritano di essere conosciuti poiché ci avvicinano alla figura di un europeista, presente già dall'ante guerra nel mondo dell'alta cultura, su più fronti, riconducibili alla attività accademica, parlamentare e pubblicistica.

L'opera in recensione, che si compone di tre parti, ruota attorno all'idea di Europa, come luogo culturale cristiano, da costruire sui valori spirituali che sono a fondamento del Continente, ma senza utopie e con un nitido senso della realtà.

Significativo è il sottotitolo: *Nuove memorie e testimonianze*, che rappresenta la chiave di lettura della raccolta, che – come si è detto – si aggiunge ad altre analoghe pubblicazioni. Infatti in questa pubblicazione troviamo scritti, composti di memorie e saggi di analisi e commenti, prodotti dal 1992 al 2008, occasionati dalla partecipazione a congressi e convegni legati alla vita scientifica e delle istituzioni europee, nonché inediti relativi a rapporti presenti e discussi in organismi internazionali.

Le prime due parti del volume, quelle più corpose, hanno rispettivamente per titolo: *Due Europee, due polmoni* (pp. 1-388) e *L'Europa e il mondo* (pp. 389-600); volume che si chiude con una sezione dal titolo: *Vicende e personaggi* (pp. 601-676).

Dall'insieme si coglie un patrimonio di pensiero che merita di essere posto alla riflessione di un pubblico interessato che può avvicinarsi a questo materiale scientifico in una dimensione organica. Tuttavia in questa sede non è possibile dare conto dei diversi contributi che sono oltre sessanta, ma l'insegnamento che si ricava da una loro lettura globale è quello di una politica intesa sempre come testimonianza cristiana e come attenzione alla dimensione internazionale e di una Europa che abbia come segno di identità l'uguaglianza nelle diversità, obiettivo

questo da conseguire attraverso la valorizzazione delle sue culture e nell'unità del comune pensiero. Un Continente, che nella ricerca di uno spazio europeo comune per cultura e valori, sappia elevarsi con le ampie ali della propria millenaria civiltà e volare al di sopra delle miopie della burocrazia.

In conclusione solo una riflessione che scaturisce dall'ottimo profilo del Nostro – che Guido De Marco definisce in un altro saggio: *Professore d'Europa* – profilo che ci rende particolarmente vicina questa insigne personalità e che si deve alla penna di Maria Grazia Melchionni (*Giuseppe Vedovato e l'unità europea*, pp. 355-380).

Da questa riflessione emerge il rammarico che un grande partito come la Democrazia cristiana non abbia valorizzato, in occasione delle elezioni dei membri italiani al Parlamento europeo del 10 giugno 1979, degli autentici europeisti e, in particolare, un candidato come Giuseppe Vedovato, “sostituiti da uomini legati alle problematiche interne o agli interessi professionali” (p. 359).

Chi studia la storia dell'integrazione europea, insieme ai grandi ideali, per completezza di indagine dovrà valutare anche l'incidenza sul processo di unificazione dei meno nobili interessi di bottega che guidarono le scelte delle segreterie dei nostri partiti.

GIOVANNI B. VARNIER

Giuliana Laschi e Mario Telò (a cura di), *Europa potenza civile o entità in declino? Contributi a una nuova stagione multidisciplinare degli studi europei*, Bologna, Il Mulino, 2007, pp. 385.

Il volume pubblicato nella collana promossa dal Centro Interdipartimentale di Ricerca sull'Integrazione Europea (CRIE) dell'Università di Siena raccoglie i contributi presentati al Convegno Internazionale «Europa potenza civile», svoltosi nel novembre 2006 presso l'Università di Bologna – Polo di Forlì. L'iniziativa, frutto di una proficua collaborazione tra l'Institut d'Etudes Européennes de l'Université Libre de Bruxelles e il Punto Europa di Forlì che ne ha curato l'organizzazione, è scaturita dalla volontà dei curatori – Giuliana Laschi e Mario Telò – di far confluire in un dialogo multidisciplinare e interdisciplinare le numerose riflessioni e le diverse analisi che si confrontano attualmente sul tema dell'Europa come potenza civile. Tale approccio metodologico e interpretativo, che ruota intorno all'ipotesi di centralità del ruolo di potenza civile dell'Unione Europea, ha del resto trovato recentemente il suo spazio nell'ambito degli studi sulla storia dell'integrazione europea, di cui ha aperto un nuovo filone interpretativo, proprio con il volume di Mario Telò *L'Europa potenza civile*, edito nel 2004 da Laterza.

Scopo del carattere multidisciplinare dell'iniziativa forlivese, che intende porsi in continuità con tale taglio interpretativo, è dunque quello di aiutare a definire nuove metodologie e una “rivisitazione” dei precedenti approcci disciplinari quali si sono fino ad ora sviluppati nell'ambito delle tematiche comunitarie.

Il risultato, sottolineano i curatori, è la presentazione di un *work in progress* che si avvantaggia di contributi multiformi disposti entro una struttura “corale”, ed è proprio questa caratteristica, probabilmente la più saliente del volume, a costituire il primo di numerosi motivi di interesse, in quanto consente di accostarsi al tema seguendo percorsi analitici diversi. Non è infatti frequente che storici, politologi, giuristi, economisti, filosofi della politica e studiosi di relazioni internazionali si trovino impegnati in una discussione e in un confronto la cui finalità è stata di mettere in evidenza il ruolo internazionale che l'Europa, con nuove modalità, va costruendo e che esige quindi anche approcci di ricerca innovativi.

In questo contesto, i contributi raccolti nel volume evocano un ventaglio di stimoli e propongono diverse metodologie attraverso le quali affrontare la rilevanza dell'esperienza europea: il numero e la molteplicità di questi apporti – tutti di notevole interesse – ci impongono tuttavia di limitarci ad evidenziare solo alcuni filoni.

La scelta di analizzare il concetto di potenza civile come chiave di lettura anche in una prospettiva storica, è operata da Giuliana Laschi e da Filippo Pigliacelli, che evidenziano come l'Unione Europea abbia gradualmente e in maniera non lineare costruito tale profilo. Varie voci (Anna Loretoni, Sonia Lucarelli), evidenziano invece, in prospettiva politologica, il carattere alternativo e specifico che la nozione di potenza civile riveste rispetto alla concezione tradizionale di attore internazionale, differenziandosi anche da concetti “contigui, ma distinti” quali *soft power* ed *hard power*. La natura specifica della potenza civile è infatti quella di sviluppare ed esportare non forza militare, ma i propri valori, svolgendo così un ruolo internazionale effettivo non riconducibile al modello classico di potere internazionale.

Altri autori hanno invece evidenziato i nessi esistenti fra ruolo esterno e identità e progressione interna dell'Unione Europea, giacché il ruolo internazionale non è soltanto rappresentato dalla sua azione esterna, ma anche dai tratti della sua identità e dalla “capacità di affermare e mantenere ciò che rende specifica e unica la realtà e l'esperienza europea: il modello sociale, i principi cui essa si ispira, e che intende esportare, ma ai quali tuttavia la condotta europea non sempre si conforma”.

Il rischio della riduzione dell'Unione Europea a una “semplice regione economica, priva di ruolo politico” è infatti un pericolo legato all'indebolimento di quanto costituisce la specificità dell'Europa stessa. In questa prospettiva viene evidenziata la centralità in campo economico del modello sociale, aspetto esportabile, come sottolineato da Paolo Zurla.

Altre prospettive interessanti che emergono dalla lettura del volume sono costituite dal richiamo alle implicazioni insite nel ruolo di potenza civile per un “cambiamento profondo delle relazioni internazionali nel loro complesso” e dal suo valore progettuale ai fini di una *governance* multilivello.

In conclusione, ci si può chiedere se veramente l'Europa comunitaria rappresenti un fattore di cambiamento, o solo una speranza in tal senso.

Per quanto riguarda alcuni paesi, o determinate aree, quali per esempio l'Asia, parrebbe lecito rispondere affermativamente. Anzi il lavoro affrontato dal Convegno

e pubblicato negli Atti prospetta che tale possibilità sia nel futuro estesa all'insieme del pianeta, laddove l'UE ha acquisito spazi e possibilità di azione, come modello e come vettore di cooperazione in molti ambiti, e può quindi essere intesa come "esperienza di riferimento".

Essendo così ricco di spunti, il volume può apparire in alcuni momenti poco sistematico, ma questo dipende inevitabilmente dalla difficoltà che comporta l'avviare un ripensamento di questo tipo. Rimane in pieno il merito di contribuire all'approfondimento di una terza fase originale degli studi europei, che si aggiunge alla fase pionieristica iniziale, legata ad un approccio teleologico, così come alla "stagione del radicamento nelle varie discipline", spesso troppo segnata da una visione "stato-centrica" e da una netta separazione disciplinare.

MARA CAIRA

Sergio Pistone, *L'Unione dei Federalisti Europei*, prefazione di Mercedes Bresso, Napoli, Guida, 2008, pp. 284.

Il volume è dedicato alla ricostruzione dell'attività dell'UEF, nata come *Union Européenne des Fédéralistes* nel dicembre del 1946 e rifondata, mantenendo la medesima sigla, come *Union des Fédéralistes Européens* nei primi anni Settanta. Sergio Pistone, nella duplice veste di protagonista di quest'esperienza come militante e di autorevole storico dell'integrazione europea, ha modellato un'opera che si muove fra più livelli di analisi.

Al cuore della trattazione sono le vicende dell'organizzazione, che ha visto la luce negli anni immediatamente successivi alla fine della seconda guerra mondiale e, dunque, ad una fase storica nella quale le conseguenze internazionali della difesa del principio di sovranità nazionale all'interno dei singoli stati sembravano aver raggiunto un punto di non ritorno. È nel periodo dominato dai due conflitti mondiali che i federalisti di ogni epoca rintracciano le ragioni e gli argomenti più incisivi per proseguire una lotta che, in molti casi, aveva già animato i movimenti di Resistenza. La volontà di unire le forze per la ricostruzione dell'Europa su basi nuove si è tradotta nella creazione dell'UEF, che ha riunito in un unico soggetto gruppi e movimenti di nazionalità e orientamenti differenti, ma accomunati dall'obiettivo della Federazione europea come orizzonte imprescindibile.

Il pluralismo originario è certamente tra i fattori che spiegano la diversità di vedute e, in una certa fase, le divisioni presenti all'interno dell'organizzazione, che dal modello leninista di partito ha mutuato la terminologia (si pensi al «comitato centrale») ma non la vocazione al monolitismo, scongiurata da una struttura tendenzialmente federale. L'iniziale distinzione fra federalisti hamiltoniani e federalisti integrali ha lasciato progressivamente spazio alla discussione sull'atteggiamento da tenere nei confronti della nascente esperienza comunitaria. La caduta del progetto CED/CEP, sorto sull'asse De Gasperi-Spinelli, ha determinato una frattura fra la componente radicale, indotta a riscoprire il ruolo propulsivo delle masse (del «Popolo europeo»), e quella più prag-

matica, a egemonia tedesca, che non disdegnava il ruolo di «consigliere del principe» ed esprimeva un giudizio meno drastico sulle prospettive funzionaliste. Nell'interpretazione di Pistone, tra il 1956 ed il 1963 l'UEF ha cessato di agire come soggetto unitario, salvo riacquistare vigore nel momento in cui le circostanze – in particolare il fallimento del Congresso del Popolo europeo – hanno portato le due anime a convergere su una posizione intermedia, conciliando l'approccio «dal basso» dell'una con il gradualismo dell'altra e procedendo alla rifondazione formale del movimento tra il 1972 ed il 1973. La ritrovata unità è stata la premessa per condurre a termine la vittoriosa campagna per l'elezione diretta del Parlamento europeo, sancita dal Vertice di Parigi del 1974.

Parallelamente, sono presentati aneddoti ed iniziative che assumono inevitabilmente una dimensione autobiografica, pur mitigata dal ricorso costante alla terza persona. Il libro, in altri termini, è anche l'occasione per ripercorrere implicitamente una vita spesa per la causa del federalismo europeo, accanto ai maestri ed ai compagni di viaggio, punto di vista che impreziosisce il resoconto e rafforza nell'Autore la convinzione che il preteso distacco weberiano dall'oggetto di studio sia difficilmente realizzabile in concreto.

Ad emergere in controluce, per altro verso, è la traiettoria descritta dal processo di integrazione europea nel suo complesso, che costituisce lo sfondo necessario per cogliere le sfumature e i mutamenti nella strategia federalista. Dal punto di vista metodologico, Pistone utilizza le categorie e gli strumenti tipici del filone storiografico che studia l'unificazione europea dal punto di vista dei movimenti, risultando complementare all'approccio diplomatico che focalizza la propria attenzione sugli atti dei governi. Più in generale, il volume apre anche interessanti squarci sulla storia della seconda metà del Novecento, segnata da eventi di lungo periodo come la bipolarizzazione delle relazioni internazionali, ma anche da avvenimenti più circoscritti, come la contestazione studentesca del maggio francese. Al di là della comune e contingente opposizione al gollismo, Pistone lascia intendere che l'impostazione federalista avrebbe potuto offrire una soluzione alla domanda di autonomia che veniva da vari settori della società (superando in questo, probabilmente, i confini della tradizione istituzionale ormai maggioritaria e approssimandosi a quella proudhoniana o integrale, anche se il libro non si spinge fino a contemplare tale scenario).

La valutazione complessiva sul ruolo rivestito dall'UEF è articolata. In prima battuta, l'Autore non si esime dal riconoscere la costante opera di testimonianza fornita dal mondo federalista, ma ignorata per lunghi tratti dagli interlocutori governativi. Più specificamente, tuttavia, deve essere sottolineata l'influenza di cui statisti e partiti hanno risentito, tanto nell'applicazione – invero occasionale – di principi cari alla teoria federalista (si pensi allo strappo craxiano con la votazione a maggioranza nel Consiglio europeo di Milano del 1985), quanto recependo espressamente alcune istanze dell'UEF, come in occasione dell'elezione diretta del Parlamento europeo. Su tale svolta il volume si chiude, rimandando ad una successiva fatica l'illustrazione delle tappe cui quella

storica decisione ha spianato la strada: l'Atto Unico, Maastricht e l'avvio del percorso costituente – è la tesi di fondo – sono stati gli esiti ultimi di un dinamismo parlamentare impraticabile in assenza della legittimazione

popolare che la mobilitazione federalista aveva contribuito a rendere effettiva.

STEFANO QUIRICO

PUBBLICAZIONI

A) LIBRI RICEVUTI

- MARIO ALBERTINI, ALBERTO MAJOCCHI, GUIDO MONTANI, DOMENICO MORO, DARIO VELO, *Monnaie européenne et état fédéral*, Lyon, Fédérop, 1975.
- UMBERTO MORELLI (a cura di), *L'Unione Europea e le sfide del XXI secolo*, Torino, Celid, 2000.
- MARCO SILVANI (a cura di), *Ricerche su conoscenze e opinioni degli insegnanti di storia in vista dell'unificazione monetaria europea*, Torino, Ires Piemonte e Provincia di Torino, 2001.
- LUCIO LEVI, *Il pensiero federalista*, Roma-Bari, Laterza 2002.
- DUSAN SIDJANSKI, *Per un federalismo europeo. Una prospettiva inedita sull'Unione Europea*, Milano, Franco Angeli, 2002.
- FALK PINGEL (a cura di), *Insegnare l'Europa. Concetti e rappresentazioni nei libri di testo europei*, Torino, Edizioni Fondazione Giovanni Agnelli, 2003.
- GIANFRANCO VIESTI, FRANCESCO PROTA, *Le politiche regionali dell'Unione Europea*, Bologna, Il Mulino, 2004.
- GLYN MORGAN, *The Idea of a European Superstate: Public Justification and European Integration*, Princeton, Princeton University Press, 2005.
- ADOLFO MORGANTI, *La costruzione dell'Europa unita: storia, radici, prospettive*, Rimini, Il Cerchio, 2005.
- STEPHEN BAIER, EVA DEMMERLE, *Otto d'Asburgo: la biografia autorizzata*, Rimini, Il Cerchio, 2006.
- LAURENT DUCERF, *François de Menthon. Un catholique au service de la République (1900-1984)*, Paris, Éditions du Cerf, 2006.
- XAVIER FRAUDET, *France's Security Independence: Originality and Constraints in Europe 1981-1995*, Bern, Peter Lang 2006.
- ENRICA COSTA BONA, LUCIANO TOSI, *L'Italia e la sicurezza collettiva, dalla Società delle Nazioni alle Nazioni Unite*, Perugia, Morlacchi, 2007.
- FEDERICA DI SARCINA, LAURA GRAZI, LAURA SCICHLONE, *Europa vicina e lontana. Idee e percorsi dell'integrazione europea*, Firenze, CET, 2008.
- LUIGI GANAPINI (a cura di), *Dall'Europa divisa all'Unione Europea*, Milano, Guerini e associati, 2007.
- LUCA GORI, *L'Unione Europea e i Balcani occidentali*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2007.
- GIULIO GUDERZO, *Compagni di viaggio*, Milano, Unicopli, 2007.
- LENA KRICHEWSKI, OIVIER MILHAUD, LAURA PETTINAROLI, MARIE SCOT (sous la direction de), *Erasmus. Guide de l'étudiant européen en sciences sociales*, Paris, Belin, 2007.
- JUSTINE LACRIOX, RAMONA COMAN (sous la direction de), *Les résistances à l'Europe. Cultures nationales, idéologies et stratégies d'acteurs*, Bruxelles, éditions de l'Université de Bruxelles, 2007.
- LARS MAGNUSSON, BO STRÅTH (edited by), *European Solidarities Tensions and Contentions of a Concept*, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2007.
- GIULIANO MARINI, *La filosofia cosmopolitica di Kant*, Roma-Bari, Laterza, 2007.
- MARTA PETRICIOLI, DONATELLA CHERUBINI (sous la direction de), *Pour la paix en Europe. Institutions et société civile dans l'entre-deux-guerres. For Peace in Europe. Institutions and Civil Society between the World Wars*, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2007.
- S.E. PAUL POUPARD, *L'eredità cristiana della cultura europea*, Rimini, Il Cerchio, 2007.
- SILVIO RIOLFO MARENGO, CARLO RUSSO, ENRICO SERRA (a cura di), *Angelo Magliano. L'impegno del giornalista dalla Resistenza all'Europa*. I Libri della Resistenza, vol. VI, Savona, Sabatelli, 2007.

Trente ans de droit européen des droits de l'homme. Études à la mémoire de Wolfgang Strasser, Bruxelles, Bruylant, 2007.

BALAZS APOR, PETER APOR, E.A. REES (edited by), *The Sovietisation of Eastern Europe. New Perspectives on the Postwar Period*, Washington, New Academia Publishing, 2008.

AMELIE BARBIER-GAUCHARD, *Intégration budgétaire européenne. Enjeux et perspectives pour les finances publiques européennes*, Bruxelles, éditions De Boeck, 2008.

FREDERIC BOZO, MARIE-PIERRE REY, N. PIERS LUDLOW, LEOPOLDO NUTI, *Europe and the End of the Cold War. A Reappraisal*, London, Routledge, 2008.

BERNARD BRUNETEAU, *Histoire de l'idée européenne au second XX^e siècle à travers les textes*, Paris, Armand Colin, 2008.

DANIELE CAVIGLIA, ANTONIO VARSORI, *Dollari, petrolio e aiuti allo sviluppo. Il confronto Nord-Sud negli anni '60-70*, Milano, Franco Angeli, 2008.

ALBERTO COVA (a cura di), *Il dilemma dell'integrazione. L'inserimento dell'economia italiana nel sistema occidentale (1945-1957)*, Milano, Franco Angeli, 2008.

PIERO S. GRAGLIA, *Altiero Spinelli*, Bologna, Il Mulino, 2008.

PAOLO JANNI, *L'Occidente plurale. Gli Stati Uniti e l'Europa nel XXI secolo*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2008.

ANNETTE JÜNEMANN, EMANUEL RICHTER, GUIDO THIEMEYER, (Hrsg.), *Italien und Europa. Festschrift für Hartmut Ullrich zum 65. Geburtstag*, Bruxelles, Peter Lang, 2008.

CHRISTINE MANIGAND, ÉLISABETH DU REAU, TRAIAN SANDU (sous la direction de), *Frontières et sécurité de l'Europe. Territoires, identités et espaces européens*, Paris, L'Harmattan, 2008.

SERGIO PISTONE, *L'Unione dei Federalisti Europei*, Napoli, Guida, 2008.

GILLES ROUET (sous la direction de), *La Slovaquie et ses régions, nouveaux partenaires européens*, Bruxelles, Bruylant, 2008.

SYLVAIN SCHIRMANN (sous la direction de), *Robert Schuman et les Pères de l'Europe, Cultures politiques et années de formation. Actes du colloque de Metz du 10 au 12 octobre 2007 organisé par la Maison de Robert Schuman et le Réseau des Maisons des Pères de l'Europe*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2008.

FRANZ SCHULTHEIS, MARTA ROCA, ESCODA ET PAUL-FRANTZ COUSIN (sous la direction de), *Le cauchemar de Humboldt. Les réformes de l'enseignement supérieur européen*, Paris, éditions Raisons d'agir, 2008.

CHRISTIAN VANDERMOTTEN, BERNARD DEZERT, *L'identité de l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2008.

GIUSEPPE VEDOVATO, *Destinazione Europa. Nuove memorie e testimonianze*, Roma-Firenze, Biblioteca della "Rivista di Studi Politici Internazionali", 2008.

B) ARTICOLI

Ninni Radicini, *Armenia: crisi politica dopo le Presidenziali*, in «Orizzonti», 21.03.08, <http://www.ninniradicini.it/articoli/elezionipresidenzialiarmenia2008.htm>.

FILADELFIO BASILE, *1998-2007: Dieci anni di attività formativa Jean Monnet. Integrazione europea nel campo dello sviluppo rurale*, in «Bollettino d'Ateneo», Università degli Studi di Catania, 31 ottobre 2007, http://www.bda.unict.it/Pagina/It/La_Rivista/0/2007/10/31/1158_.aspx.